



## À la fois plus de cadres et d'employés non qualifiés dans tous les territoires depuis trente ans

**E**n trente ans, la structure de l'emploi s'est profondément transformée. D'une part, les emplois qualifiés gagnent toujours plus de terrain, dans tous les pans de l'économie ; d'autre part, les emplois non qualifiés se replient. Avec le recul de l'industrie, de très nombreux postes d'ouvriers non qualifiés disparaissent et le Grand Est est particulièrement touché en raison du poids de son tissu industriel. Mais cette baisse globale de l'emploi non qualifié masque cependant la forte croissance des effectifs d'employés non qualifiés, en particulier dans les commerces et les services de proximité où ils permettent de répondre aux nouveaux besoins de la population.

Cette recomposition de l'emploi profite avant tout aux communes des couronnes des grands pôles régionaux : l'emploi qualifié y progresse encore plus qu'ailleurs et l'emploi non qualifié résiste au repli généralisé. Localement, certains territoires se démarquent.

Thomas Ducharne, Audrey Eichwald, Noël Gascard, Insee

Le tissu productif du Grand Est compte 2 091 000 emplois en 2014, soit 126 000 de plus qu'en 1982. Cette faible croissance globale de l'emploi au cours des trois dernières décennies en masque une profonde recomposition tant sur le plan des activités que des qualifications. De nouveaux métiers sont apparus pour répondre aux défis socio-démographiques, technologiques et environnementaux de notre époque ; d'autres ont quasiment disparu ou ont fortement évolué. La structure de l'emploi selon le niveau de qualification s'est ainsi largement déformée à l'échelle régionale, comme nationale.

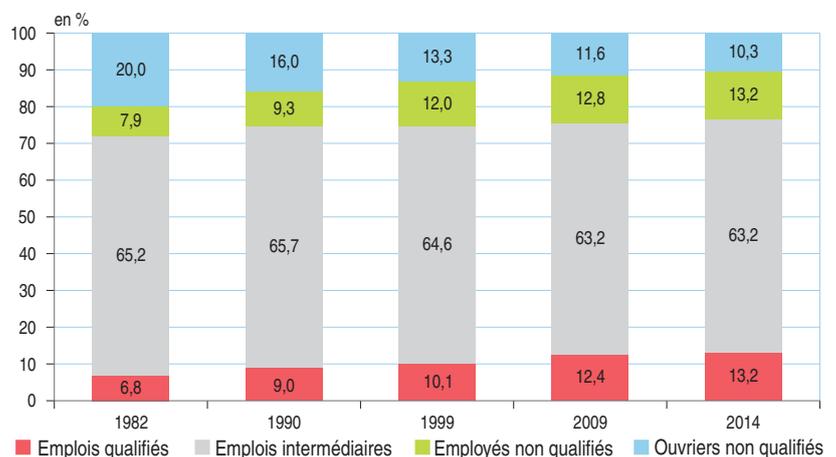
Depuis trente ans, la part des emplois qualifiés progresse continûment. En 2014, les cadres, ingénieurs, professeurs, chercheurs ou encore les professions libérales représentent 13,2 % des emplois du Grand Est, contre 6,8 % en 1982 (figure 1). Ils ont encore plus de poids au niveau national hors Île-de-France (14,2 % en 2014).

Dans la région, cette hausse des emplois qualifiés se fait essentiellement au détriment des emplois non qualifiés (*définitions*). Ces derniers ne comptent plus que pour 23,5 % de l'ensemble des emplois en 2014, contre 28,0 % en 1982 ; ils

perdent davantage de terrain qu'en province, mais restent toujours proportionnellement plus nombreux. Cette modification progressive de la structure de l'emploi ne correspond toutefois pas simplement à une élévation généralisée

### 1 Doublement du poids des emplois qualifiés en 30 ans

Évolution de la structure de l'emploi selon la qualification dans le Grand Est



Source : Insee, recensements de la population.



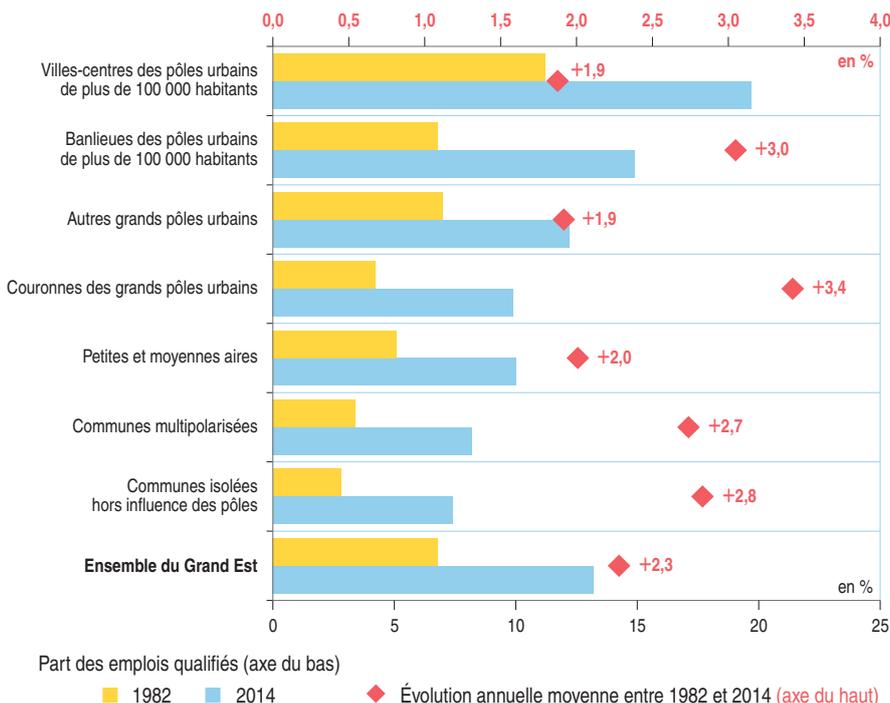
## Toujours plus d'employés non qualifiés pour répondre aux besoins de la population

La forte progression de l'emploi qualifié observée dans l'ensemble de l'économie durant ces trois dernières décennies n'implique pas un recul généralisé de l'emploi non qualifié : entre 1982 et 2014, ce type d'emplois se développe nettement dans l'administration et la santé, comme dans les commerces et services de proximité, de respectivement + 1,9 % et + 1,5 % par an dans le Grand Est. Dans l'administration et la santé, la part de l'emploi non qualifié reste cependant faible, à 5 % de l'emploi total en 2014, comme la moyenne de province ; dans les commerces et services de proximité, cet emploi est en revanche désormais majoritaire. Dans ces secteurs d'activité, les emplois non qualifiés sont peu délocalisables et peu automatisables : ils permettent de faire face à une population croissante et de répondre à ses nouveaux besoins dus aux changements de société (vieillesse, hausse du taux d'activité des femmes, nouvelles pratiques alimentaires...). Dans tout le pays, on recense en effet depuis trente ans beaucoup plus d'aides à domicile, d'assistantes maternelles, de serveurs et d'employés de la restauration ou encore de vendeurs et de magasiniers travaillant dans les grandes surfaces. En 2014, le Grand Est compte 120 000 emplois non qualifiés de plus qu'en 1982 dans ces domaines, dont 91 % dans les commerces et services de proximité.

Ces nombreuses créations nettes d'emplois, exclusivement d'employés, ne compensent pas l'effondrement des effectifs d'ouvriers non qualifiés dans les fonctions de productions matérielles : - 169 000 emplois dans la région en trente ans, soit une baisse annuelle moyenne de 2,3 % (contre - 1,9 % en France de province). L'industrie est concernée au premier chef par ces destructions d'emplois : depuis 1982, son système productif s'est profondément transformé pour faire face aux changements techniques et organisationnels qui ont bouleversé ses activités. Certains secteurs sont particulièrement touchés, alors qu'ils étaient encore des fleurons de l'économie régionale au début des années 1980. L'industrie textile a perdu les neuf dixièmes de ses effectifs en trente ans ; l'industrie extractive a aujourd'hui quasiment disparu, les mines ayant fermé les unes après les autres ; les suppressions d'emplois d'ouvriers non qualifiés sont également particulièrement importantes dans le secteur de l'automobile, comme dans celui de la métallurgie. Dans l'industrie agroalimentaire, le recul de l'emploi non qualifié est aussi très marqué dans la région, alors qu'il résiste mieux dans l'ensemble de la

### 3 Forte progression des emplois qualifiés dans tous les types de territoires

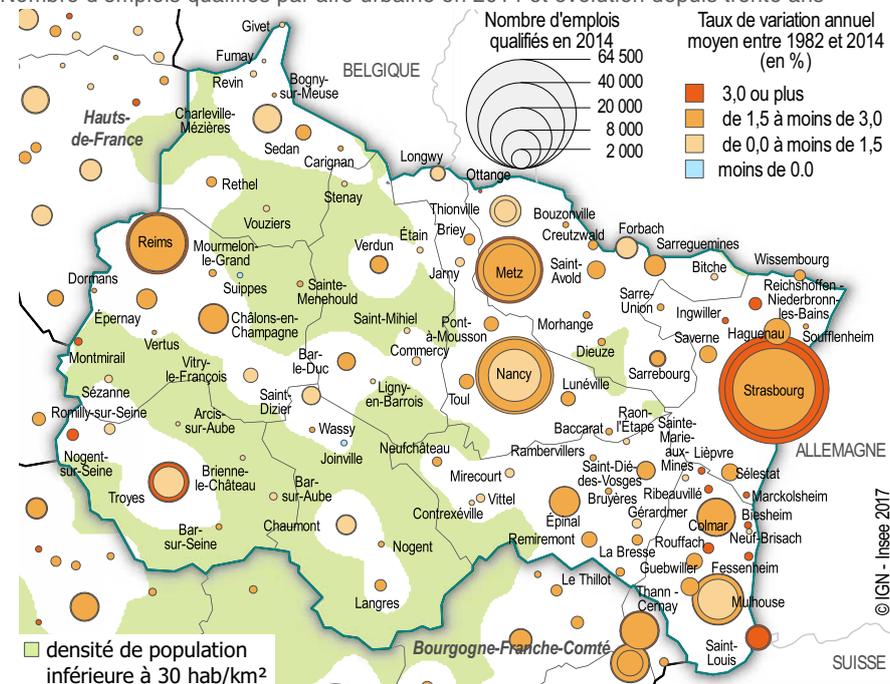
Poids de l'emploi qualifié en 1982 et 2014 par catégorie de territoires dans le Grand Est et évolution annuelle moyenne sur la période



Lecture : dans les banlieues des pôles urbains de plus de 100 000 habitants, la part de l'emploi qualifié est passée de 6,8 % de l'emploi total en 1982 à 14,9 % en 2014. L'évolution annuelle de l'emploi qualifié y est de 3,0 % en moyenne sur la période.  
Source : Insee, recensements de la population.

### 4 Une croissance de l'emploi qualifié plus soutenue à l'est

Nombre d'emplois qualifiés par aire urbaine en 2014 et évolution depuis trente ans



Note : le découpage géographique retenu diffère selon la taille de l'aire urbaine. Pour les très grandes, la ville-centre est isolée de la banlieue, qui se distingue à son tour de la couronne. La ville-centre et la banlieue sont étudiées conjointement pour les autres grandes aires ; elles forment le pôle urbain. Les petites et moyennes aires sont quant à elles considérées dans leur ensemble (pôle + couronne).

Lecture : entre 1982 et 2014, l'emploi qualifié progresse en moyenne de 2,2 % chaque année dans la ville de Strasbourg. Il augmente de 4,5 % dans sa banlieue et de 3,9 % dans sa couronne.

Source : Insee, recensements de la population.

province. À l'inverse, le nombre d'ouvriers agricoles baisse moins fortement : il se replie vivement dans l'exploitation forestière, mais augmente clairement dans l'élevage et la viticulture. Sans être négligeable, la réduction de l'emploi non qualifié est moins vigoureuse dans la construction que dans l'industrie. Elle est cependant deux fois plus importante dans le Grand Est qu'à l'échelle nationale hors Île-de-France.

### L'emploi qualifié se développe davantage dans les espaces périurbains

Comme ailleurs, l'emploi qualifié du Grand Est est plus présent dans les villes-centres des très grands pôles urbains. En 2014, les villes-centres des sept pôles urbains régionaux de plus de 100 000 habitants - Strasbourg, Metz, Nancy, Mulhouse, Reims, Troyes et Thionville - rassemblent à elles seules 36 % des emplois qualifiés du Grand Est, pour 24 % de l'ensemble des emplois. Un emploi sur cinq dans ces villes est un emploi qualifié (figure 3). Strasbourg et Nancy se démarquent avec plus de 22 % d'emplois de ce type. La première se caractérise par des emplois qualifiés plus orientés dans les fonctions intellectuelles supérieures (+ 4 points par rapport à l'ensemble des très grandes villes-centres de la région), tandis que la seconde se distingue par davantage d'emplois qualifiés dans l'administration et la santé (+ 6 points). Toutefois en trente ans, l'emploi qualifié a progressé plus lentement dans ces sept grandes villes : + 1,9 % en moyenne annuelle, contre + 2,3 % dans l'ensemble du Grand Est. Sa hausse est particulièrement modeste à Thionville et à Nancy (+ 1,2 %), mais aussi à Mulhouse et à Troyes (respectivement + 1,3 % et + 1,4 %). Elle est en revanche bien en phase avec la moyenne régionale à Reims et à Strasbourg (figure 4). Au niveau national hors Île-de-France, le développement de l'emploi qualifié dans les grandes villes-centres est globalement plus rapide (+ 2,5 %), mais il reste également en deçà de la moyenne tous territoires confondus.

C'est en périphérie des grands pôles urbains qu'est observée la plus forte croissance de l'emploi qualifié, comme de l'emploi total. Dans la région, entre 1982 et 2014, cette catégorie d'emplois augmente en effet en moyenne de 3,0 % chaque année dans les banlieues des très grandes villes-centres et de 3,4 % dans les couronnes de tous les grands pôles urbains. Son poids dans l'emploi total a plus que doublé en trente ans : elle représente désormais 15 % des emplois dans les banlieues et 10 % dans les couronnes. Dans ces territoires périurbains, tous les pans de l'économie profitent d'un plus fort dynamisme. En particulier, les emplois qualifiés des fonctions intellectuelles

supérieures s'y développent plus vite qu'ailleurs (+ 4,1 % par an, contre + 2,7 % en moyenne régionale). Dans les commerces et services de proximité, la progression des emplois qualifiés est aussi particulièrement rapide (+ 4,0 % dans les banlieues et + 5,0 % dans les couronnes, contre + 3,1 % en moyenne dans la région).

Au-delà des pôles urbains, les communes isolées hors influence urbaine bénéficient aussi d'une plus forte croissance d'emplois qualifiés : + 2,8 % en moyenne chaque année entre 1982 et 2014. Leur développement est particulièrement marqué dans les commerces et services de proximité (+ 5,7 % par an, soit l'évolution la plus soutenue de tous les territoires du Grand Est).

### L'emploi non qualifié n'augmente que dans les couronnes des grands pôles urbains

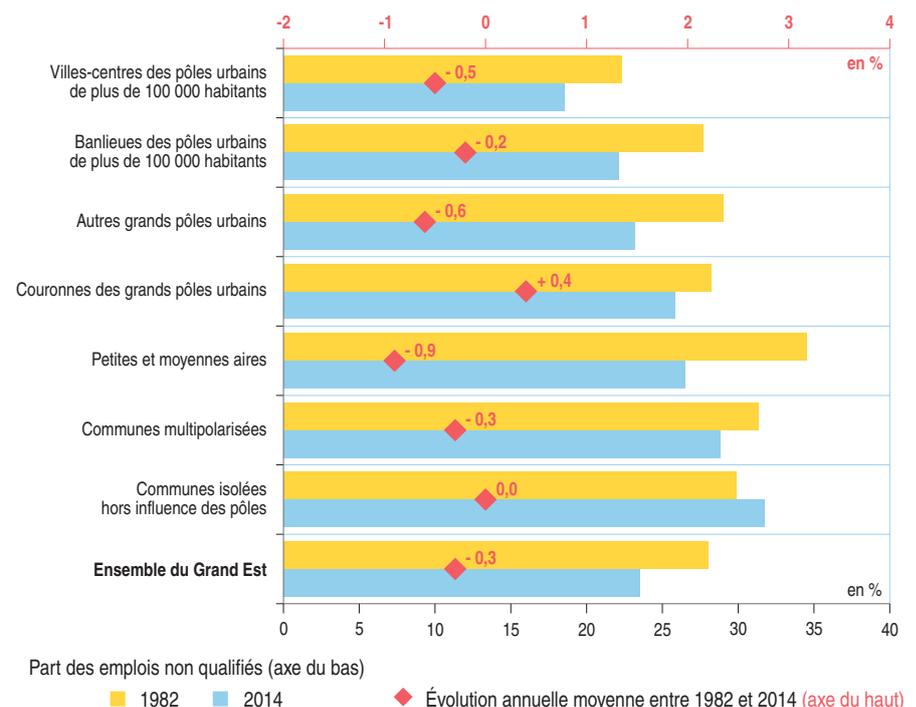
Les transformations du système productif de ces trois dernières décennies ont profondément affecté la répartition spatiale des emplois non qualifiés. Leur évolution dépend essentiellement de deux facteurs : l'ampleur des créations de postes d'employés dans les commerces et les services de proximité d'une part et l'ampleur des pertes d'emplois d'ouvriers dans les fonctions de productions matérielles d'autre part. Alors que le nombre d'emplois non qualifiés recule globalement dans le Grand Est entre

1982 et 2014, il progresse dans les couronnes des grands pôles urbains : + 0,4 % par an en moyenne (figure 5). Sa croissance est particulièrement importante dans les commerces et services de proximité (+ 2,4 % par an, contre + 1,5 % dans l'ensemble de la région), pour répondre aux besoins d'une population résidente toujours plus nombreuse (phénomène de périurbanisation). Dans le même temps, ces territoires bénéficient d'une hausse des emplois non qualifiés dans les fonctions d'intermédiation, contrairement à la tendance régionale. Enfin, les fonctions de productions matérielles y subissent de moindres pertes d'emplois ouvriers qu'ailleurs.

Dans les couronnes des grands pôles urbains, l'augmentation de l'emploi non qualifié reste cependant en deçà de celle de l'emploi total (+ 0,7 % par an), le périurbain concentrant l'essentiel du développement économique régional. La part de l'emploi non qualifié recule ainsi de deux points en trente ans dans les couronnes, pour atteindre 26 % en 2014. Elle progresse en revanche légèrement dans les communes isolées hors influence urbaine, alors même que les effectifs de l'emploi non qualifié sont stables ; l'emploi total se replie en effet de 0,2 % par an. En 2014, 32 % des emplois sont des emplois non qualifiés dans ces territoires, soit huit points de plus qu'en moyenne dans le Grand Est. Les fonctions de productions matérielles (y compris

#### 5 Net recul de l'emploi non qualifié dans les petites et moyennes aires urbaines, ainsi que dans tous les grands pôles urbains

Poids de l'emploi non qualifié en 1982 et 2014 par catégorie de territoires dans le Grand Est et évolution annuelle moyenne sur la période



Lecture : dans les banlieues des pôles urbains de plus de 100 000 habitants, la part de l'emploi non qualifié est passée de 27,7 % de l'emploi total en 1982 à 22,1 % en 2014. L'évolution annuelle de l'emploi non qualifié y est ainsi de -0,2 % en moyenne sur la période.

Source : Insee, recensements de la population.

l'agriculture) rassemblent la moitié de ces emplois dans les communes isolées, mais moins d'un tiers dans l'ensemble de la région. Cet écart s'est accentué depuis trente ans, car la baisse de ces effectifs est moitié moins importante dans les communes isolées hors influence urbaine, où l'ensemble du secteur agroalimentaire résiste mieux.

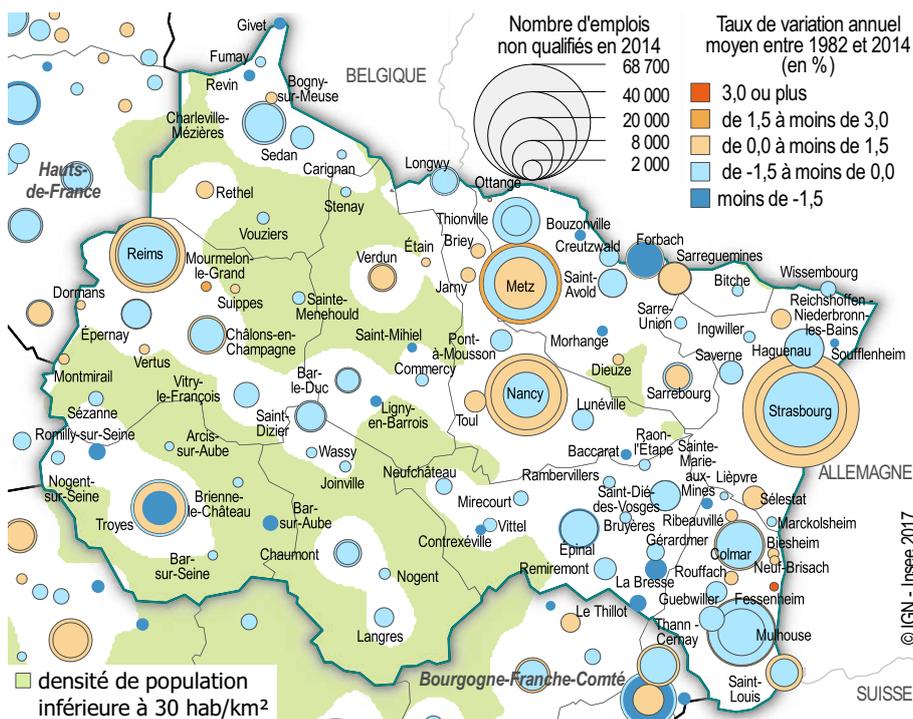
À l'échelle du Grand Est, les petites et moyennes aires urbaines ainsi que tous les grands pôles urbains perdent des emplois non qualifiés entre 1982 et 2014. Dans les autres régions de province, le nombre de ces emplois s'accroît tout de même encore légèrement dans les grands pôles urbains et les banlieues des très grands pôles. Le déclin des emplois d'ouvriers non qualifiés dans les fonctions de productions matérielles et les fonctions d'intermédiation a particulièrement marqué tous ces territoires. Le développement des postes d'employés non qualifiés dans les commerces et les services de proximité y est aussi moindre, en particulier dans les villes-centres des très grands pôles urbains.

### L'emploi non qualifié progresse tout de même dans certaines grandes villes, notamment à Metz

Une analyse spatiale globale masque évidemment de fortes disparités locales. L'emploi non qualifié ne recule en effet pas systématiquement dans toutes les très grandes villes-centres et tous les grands pôles urbains de la région. La commune de Metz compte ainsi un peu plus d'emplois non qualifiés en 2014 qu'en 1982 (+ 150 emplois). Le recul du nombre d'ouvriers y est nettement moins important qu'ailleurs : - 1,3 % par an, contre - 2,2 % en moyenne dans les sept plus grandes communes du Grand Est. Parmi les autres grands pôles urbains régionaux, Toul, Sarrebourg, Sarreguemines, Verdun et Sélestat se démarquent par la croissance de leurs emplois non qualifiés (entre + 0,5 % et + 0,2 % par an) (figure 6). Cette évolution s'explique là encore par de moindres pertes d'emplois ouvriers. À Sarrebourg, Sarreguemines et, dans une moindre mesure, Toul, les effectifs d'employés non qualifiés augmentent aussi à un rythme bien plus soutenu que dans l'ensemble des territoires comparables du Grand Est. Certaines moyennes et petites aires urbaines apparaissent également particulièrement dynamiques en matière d'évolution de l'emploi non qualifié au cours des trois dernières décennies : Fessenheim et Mourmelon-le-Grand en premier lieu (respectivement + 3,4 % et + 2,4 % d'emplois non qualifiés chaque année), mais

## 6 De lourdes pertes d'emplois non qualifiés dans les territoires plus industriels le long de la frontière nord de la région, dans les Vosges et dans l'Aube

Nombre d'emplois non qualifiés par aire urbaine en 2014 et évolution depuis trente ans



Note : le découpage géographique retenu diffère selon la taille de l'aire urbaine. Pour les très grandes, la ville-centre est isolée de la banlieue, qui se distingue à son tour de la couronne. La ville-centre et la banlieue sont étudiées conjointement pour les autres grandes aires ; elles forment le pôle urbain. Les petites et moyennes aires sont quant à elles considérées dans leur ensemble (pôle + couronne).

Lecture : entre 1982 et 2014, l'emploi non qualifié recule en moyenne de 0,3 % chaque année dans la ville de Strasbourg. Il progresse de 0,5 % dans sa banlieue et de 0,7 % dans sa couronne.

Source : Insee, recensements de la population.

aussi Vertus (+ 1,5 % par an), Briey (+ 1,0 %), Ribeauvillé, Neuf-Brisach et Rouffach (+ 0,9 %). Ces territoires se trouvent dans le Haut-Rhin autour de Colmar, dans la Marne à proximité de Reims et en Meurthe-et-Moselle non loin de Metz.

À l'opposé, les importantes difficultés des secteurs industriels historiques de la région ont entraîné un repli très accentué de l'emploi non qualifié dans certaines parties du territoire régional. Parmi les très grandes villes-centres, Troyes se distingue nettement du fait de ses lourdes pertes : alors qu'elle était fortement spécialisée dans l'industrie textile au début des années 1980, la ville a perdu les trois quarts de ses ouvriers non qualifiés en trente ans ; leur recul se fait à un rythme deux fois plus élevé qu'en moyenne dans les très grandes villes-centres du Grand Est (- 4,5 % par an contre - 2,2 %). La crise profonde de l'industrie textile régionale a aussi de fortes répercussions sur l'emploi non qualifié des aires de Romilly-sur-Seine (dans l'Aube), de Sainte-Marie-aux-Mines (dans le Haut-Rhin), de Le Thillot et de La Bresse (toutes deux situées dans les Vosges). Dans ces territoires, au moins les deux tiers des postes d'ouvriers non qualifiés ont été détruits entre 1982 et 2014. Soufflenheim

(dans le Bas-Rhin) a aussi pâti de l'effondrement de l'industrie textile, auquel se combinent les réductions d'effectifs dans ses usines d'articles céramiques qui font la renommée de cette petite aire urbaine.

Parmi les autres grands pôles urbains régionaux, c'est Forbach qui se démarque incontestablement : huit postes d'ouvriers non qualifiés sur dix ont disparu depuis 1982. L'effondrement de ces effectifs (- 5,3 % par an) est largement lié à la fermeture des mines de charbon. Dans certaines moyennes et petites aires urbaines, les pertes d'emplois d'ouvriers non qualifiés peuvent être proportionnellement du même ordre, dans la mesure où un seul gros établissement industriel y concentre une part prépondérante des emplois. Contrexéville (dans les Vosges) a ainsi été lourdement ébranlée par les réductions d'effectifs dans son imposante usine Perrier-Vittel. À Revin (dans les Ardennes), c'est le recul de la production française d'équipements électroménagers qui se fait sentir, avec d'importantes suppressions de postes au sein de l'usine Electrolux. À Saint-Mihiel (dans la Meuse), c'est la fermeture de l'usine de la Société Meusienne de Lunetterie qui explique l'effondrement de l'emploi non qualifié sur cette période. ■

## Définitions

Dans cette étude, les emplois sont répartis en trois niveaux de qualification à partir de la nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles (PCS) :

- les **emplois qualifiés** correspondent à la catégorie sociale des cadres et professions intellectuelles supérieures (CS 3) ;
- les **emplois non qualifiés** sont constitués des **ouvriers non qualifiés** (CS 67 à 69) et des **employés non qualifiés**, dont la définition provient des travaux d'Olivier Chardon présentés dans l'Insee Première n° 796 de juillet 2001 « Les transformations de l'emploi non qualifié depuis 20 ans » ;
- les **emplois intermédiaires** rassemblent tous les autres emplois (agriculteurs, artisans, commerçants, chefs d'entreprise de 10 salariés, professions intermédiaires, employés qualifiés et ouvriers qualifiés).

Les activités économiques sont réparties en cinq groupes de « fonctions » selon les propositions du géographe Laurent Carroué (« La France – Les mutations du système productif ») à partir des quinze fonctions de l'analyse fonctionnelle des emplois de l'Insee :

- les **fonctions intellectuelles supérieures** qui agrègent les métiers de la conception-recherche, des prestations intellectuelles et de la gestion ;

- les **fonctions d'intermédiation** qui rassemblent les métiers du commerce inter-entreprises, du transport et de la logistique ;
- les **fonctions de productions matérielles** constituées des métiers de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche, de la construction et de l'industrie ;
- les **commerces et services de proximité** qui vont des services de proximité à la distribution, à l'entretien-réparation et à la culture-loisirs ;
- l'**administration et la santé** qui regroupent les métiers de l'administration publique, de l'éducation et de la formation, ainsi que ceux de la santé et de l'action sociale.

Le zonage en aires urbaines utilisé dans cette étude est constant et date de 2010. Il permet de décliner le territoire en sept catégories :

- les villes-centres des très grands pôles urbains (de plus de 100 000 habitants),
- leurs banlieues,
- les autres grands pôles urbains (de plus de 10 000 emplois),
- les couronnes de tous les grands pôles urbains,
- les petites et moyennes aires urbaines,
- les communes multipolarisées
- les communes isolées hors influence des pôles.

### Insee du Grand Est

Cité Administrative Gaujot  
14 rue du Maréchal Juin  
CS 50016  
67084 Strasbourg Cedex

Directeur de la publication  
Joël Creusat

Rédaction en chef  
Laurence Luong

ISSN 2492-4547  
© Insee 2017

## Pour en savoir plus

- Bisault L., « Cadres et employés non qualifiés : les deux moteurs de l'emploi des territoires », *Insee Première* n° 1674, novembre 2017.
- Isel A., Kuhn C., « Une croissance de l'emploi localisée en périphérie des plus grands pôles urbains », *Insee Analyses Grand Est* n° 19, août 2016.
- Challand C., Isel A., « Un tissu productif régional toujours spécialisé dans l'industrie », *Insee Analyses Grand Est* n° 6, mars 2016.
- Reynard R., Vialette P., Gass C., « Trente ans de mutations fonctionnelles de l'emploi dans les territoires », *Insee Première* n° 1538, février 2015.
- Carroué L., « La France - Les mutations du système productif », Armand Colin, 2014.
- Chardon O., « Les transformations de l'emploi non qualifié depuis vingt ans », *Insee Première* n° 796, juillet 2001.

